



PRÉFET DU GARD

Direction régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement Occitanie

Nîmes, le

18 MAI 2020

Unité inter-départementale Gard-Lozère
Subdivision Risques Accidentels

Courriel : uid-30-48.dreal-occitanie@developpement-durable.gouv.fr

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL n° 20-135-DREAL portant prescriptions complémentaires relatif à la capacité d'effectuer des prélèvements et des mesures dans l'air environnant

Le préfet du Gard,
Chevalier de la Légion d'honneur,

- Vu le code de l'environnement, son livre V, et notamment ses articles L.181-3, L. 181-14 et R. 181-45 ;
- Vu l'instruction du gouvernement du 12 août 2014 relative à la gestion des situations incidentelles ou accidentelles impliquant des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Vu l'avis ministériel du 9 novembre 2017 relatif à la mise en œuvre de l'instruction du gouvernement du 12 août 2014 relative à la gestion des situations incidentelles ou accidentelles impliquant des installations classées pour la protection de l'environnement, paru au BO MTES n° 2017/17 du 25 décembre 2017 ;
- Vu l'arrêté préfectoral n°04-243N du 27 décembre 2004 complété par l'arrêté préfectoral n°06.039N du 29 mars 2006 réglementant l'exploitation du dépôt de produits phytosanitaires de la société DE SANGOSSE à Saint Gilles ;
- Vu l'arrêté préfectoral n° 10.130N du 19 novembre 2010 mettant à jour le classement des rubriques du dépôt de produits phytosanitaires de la société De Sangosse à Saint Gilles ;
- Vu le courriel en date du 9 novembre 2016 dans lequel la société DE SANGOSSE fait état du recensement des substances potentiellement émises en cas d'accident ou d'incident et susceptible de générer des effets toxiques importants ou de générer des inconvénients fortes sur de grandes distances;
- Vu le courrier daté du 14 mai 2018 adressé par la DREAL et demandant une mise à jour du POI sous un délai de 1 an ;
- Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 5 mars 2020 ;
- Vu le projet d'arrêté porté à la connaissance de l'exploitant le 20 avril 2020 par courrier recommandé avec accusé de réception du 28 avril 2020 ;
- Vu le courriel de l'exploitant adressé au service de l'inspection en date du 7 mai 2020 informant n'avoir aucune observation à formuler quant au projet d'arrêté complémentaire ;

- Considérant que l'établissement exploité par la société DE SANGOSSE à Saint-Gilles relève du statut Seveso Seuil Haut au 1^{er} janvier 2020 ;
- Considérant que cet établissement est susceptible de générer des nuisances lors de situations incidentelles ou accidentelles, par émission de substances présentant des risques sanitaires aigus importants ou susceptibles de générer des inconvénients forts sur de grandes distances ;
- Considérant dès lors que des dispositions spécifiques sont à mettre en œuvre dans de telles situations, pour limiter ces nuisances
- Considérant que pour s'assurer de la maîtrise de l'incident ou accident, l'établissement cité supra doit se doter d'un dispositif pour effectuer rapidement des prélèvements et mesures dans l'air environnant ;
- Considérant que le plan d'opération interne de l'établissement doit être mis à jour à cet effet ;
- Considérant que, conformément au L. 181-14 du code de l'environnement, *l'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications, mais aussi à tout moment s'il apparaît que le respect de ces dispositions n'est pas assuré par l'exécution des prescriptions préalablement édictées ;*
- Considérant que les prescriptions de cet arrêté ont pour objectif de préserver les intérêts visés à l'article L. 181-3 cité supra ;
- Le pétitionnaire entendu ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture du Gard ,

ARRÊTE

Article 1 – Bénéficiaire et portée de l'arrêté

Sans préjudice des prescriptions des actes antérieurs ou des arrêtés ministériels applicables, les installations exploitées par la société DE SANGOSSE sur la commune de Saint-Gilles pour son établissement sis Z.I. Route de Fourques sont soumises aux prescriptions complémentaires des articles suivants.

Article 2 – POI

L'article 7.6.6.2. de l'arrêté préfectoral n° 04.243N du 27 décembre 2004 est complété par les dispositions suivantes :

« a. Au 31 décembre 2020 au plus tard, le plan d'opération interne (POI) de l'établissement comprend une annexe qui précise :

- la liste, *établie à partir de l'étude de dangers*, des substances susceptibles, si elles sont libérées, de générer des effets toxiques irréversibles en dehors des limites de propriété dans des zones occupées par des tiers ;
- la liste, *établie à partir de la méthodologie définie dans l'annexe I de cet arrêté et du retour d'expérience*, des substances susceptibles, si elles sont libérées, de générer des inconvénients forts, dont des odeurs, sur de grandes distances en dehors des limites du site (plus de cinq kilomètres si le PPI va au-delà) ;
- les dispositions spécifiques à mettre en œuvre par l'exploitant lors d'un incident ou accident impliquant ces substances pour limiter autant que possible leurs émissions (produits inhibiteurs, produits absorbants, pompage rapide des rétentions ...) ;

- les méthodes de prélèvement et d'analyse disponibles et adaptées pour chacune de ces substances, répondant aux dispositions de l'article 3 du présent arrêté. Afin de conserver un caractère opérationnel, lorsqu'un grand nombre de substances est recensé, l'exploitant peut proposer de ne pas se doter de moyens pour l'ensemble de ces substances sur la base d'une justification technico-économique. Les substances susceptibles de générer des effets toxiques importants à l'extérieur du site ne pourront toutefois pas être exclues du dispositif ;
- les modalités opérationnelles de prélèvement et de mesures selon la durée de l'événement, répondant aux dispositions de l'article 3 du présent arrêté ;
- les modalités d'activation de la chaîne de prélèvement et d'analyses.

b. En cas d'incident ou d'accident générant au moins une substance des listes mentionnées au a., l'exploitant met en œuvre les moyens prévus dans son POI pour en limiter autant que possible son émission et pour réaliser les prélèvements et mesures tels que prévus à l'article 3 de cet arrêté. L'ensemble des informations collectées lors de ces mesures, accompagné des éléments permettant leur compréhension aisée par la population, est transmis au préfet, et, sur simple demande de leur part, aux services de secours ou à l'Inspection des installations classées. »

Article 3 – Méthodes de prélèvement et de mesure, modalités opérationnelles

3a. Finalités des prélèvements et mesures

Les dispositifs retenus pour l'application de l'article 2 permettent, dans la mesure du possible, de disposer :

- d'une part, d'échantillons conservatoires de la phase aiguë de l'événement ;
- d'autre part, de mesures régulières des concentrations hors établissement pour confirmer l'efficacité des mesures prises et informer les populations.

La plage de mesure doit permettre de comparer la concentration mesurée aux seuils des effets toxiques de la substance lorsque ceux-ci ont été déterminés.

Pour les substances non couvertes par une méthode reconnue de prélèvement ou de mesure et susceptibles de générer des effets toxiques irréversibles dans des zones occupées par des tiers, l'exploitant propose, dans la mesure du possible, une méthode alternative de mesure de la concentration (molécule traceur, méthode non normée mais permettant d'obtenir des résultats représentatifs,...).

3b. Cas des événements qui ne sont pas susceptibles de durer plus d'une journée

Dans le cas d'un événement susceptible de conduire à la libération d'une des substances visées à l'article 2 dans des conditions pour lesquelles les effets seront perceptibles moins de 24 heures, l'exploitant en assure le prélèvement et les mesures dans des délais compatibles avec la cinétique de l'événement, sur toute sa durée.

Pour répondre à cet objectif, l'organisation définie par l'exploitant est assurée, soit en contractualisant préalablement avec au moins un organisme capable d'intervenir dans des délais compatibles avec la cinétique de l'événement, soit en disposant de moyens de prélèvement et de mesure simples à mettre en œuvre. Dans ce dernier cas, le personnel est formé et exercé à leur bonne utilisation.

Les dispositifs de prélèvement et de mesure permettent de couvrir l'ensemble de la durée de l'événement.

À la demande du préfet, un prélèvement est réalisé ou renouvelé, aux frais de l'exploitant, par une personne tierce ou en présence d'une personne tierce.

3c. Cas des événements susceptibles de durer plus d'une journée

Dans le cas d'un événement susceptible de conduire à la libération d'une des substances visées à l'article 2 dans des conditions pour lesquelles les effets seront perceptibles plus de 24 heures, l'exploitant fait réaliser, à ses frais, des prélèvements et des mesures par un organisme avec lequel il est indépendant.

Des modalités analogues à celles présentées à l'article 3b sont définies par l'exploitant pour garantir que les prélèvements et les mesures pourront être effectués durant les premiers temps de l'évènement, dans l'attente de la mobilisation de l'organisme.

L'exploitant tient à la disposition de l'Inspection des installations classées, soit un contrat passé avec au moins un organisme spécifiant sa capacité d'intervention dans des délais compatibles avec la cinétique de l'évènement, soit la preuve de l'accord préalable d'au moins trois organismes et de leur engagement de disponibilité.

Afin qu'il intervienne en sécurité, le personnel de ces organismes devra être sensibilisé au risque accidentel et ne devra pas effectuer les prélèvements dans des zones où les concentrations sont susceptibles de présenter un risque pour la santé.

Article 4 - Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par le titre VII du livre 1^{er} du code de l'environnement.

Article 5 - Délai et voie de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du tribunal administratif de Nîmes soit par voie postale, soit via l'application information « Telerecours Citoyens » accessible sur le site www.telerecours.fr :

1° par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L.511-1 dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication de la décision,

2° par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les tiers qui n'ont acquis ou pris à bail des immeubles ou n'ont élevé des constructions dans le voisinage d'une installation classée que postérieurement à l'affichage ou à la publication de l'arrêté autorisant l'ouverture de cette installation ou atténuant les prescriptions primitives ne sont pas recevables à déférer ledit arrêté à la juridiction administrative.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° ci-avant.

Article 6 - Publicité

En vue de l'information des tiers et conformément aux dispositions de l'article R.181-45 du code de l'environnement, le présent arrêté est publié sur le site internet des services de l'Etat dans le département où il a été délivré, pendant une durée minimale de quatre mois.

Le présent arrêté est publié sur le site internet Géorisques - Installations classées pour la protection de l'environnement, à l'adresse : <https://www.georisques.gouv.fr/dossiers/installations>

Article 7 - Exécution

Le secrétaire général de la préfecture du Gard, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL) Occitanie - unité inter-départementale Gard-Lozère, le maire de Saint-Gilles sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société DE SANGOSSE en recommandé avec accusé de réception.

Le préfet

Pour le Préfet,
le secrétaire général

François LALANNE

ANNEXE I : MÉTHODOLOGIE DE RECENSEMENT

Dans le cadre du recensement à effectuer par l'exploitant, les substances suivantes sont à considérer :

- 1 : Substances toxiques identifiées dans l'étude de dangers avec des effets irréversibles en dehors des limites de propriété et atteignant des zones occupées par des tiers.
- 2 : Substances pour lesquelles le retour d'expérience (du site et du secteur d'activité concerné) montre qu'elles peuvent être à l'origine d'inconforts fortes sur de grandes distances en dehors des limites du site, au-delà du PPI (avec un seuil minimum de 5 km si le PPI va au-delà).
- 3 : Substances dites « très odorantes » et susceptibles d'être présentes en marche normale sur le site en quantité supérieure à 200 kg.
- 4 : Substances dites « odorantes » et susceptibles d'être présente en marche normale sur le site en quantité supérieure à 1 000 kg.

À noter que les valeurs mentionnées aux points 3 et 4 sont des valeurs indicatives permettant un recensement rapide des substances concernées et ne représentent pas des seuils en tant que tels. Les exploitants pourront ainsi proposer de diminuer le nombre de substances à suivre en fonction

Liste des substances « très odorantes » mentionnées au point 3 ci-dessus

| NOM DE SUBSTANCE | NUMÉRO CAS |
|---------------------------|------------|
| ACETATE DE 1-METHYLBUTYLE | 626-38-0 |
| ACETOPHENONE | 98-86-2 |
| ACRYLATE D'ETHYLE | 140-88-5 |
| ACRYLATE DE METHYLE | 96-33-3 |
| BENZENETHIOL | 108-98-5 |
| BIPHENYLE | 92-52-4 |
| 1-BUTANETHIOL | 109-79-5 |
| 4-CHLOROPHENOL | 106-48-9 |
| CHLORURE DE BENZOYLE | 98-88-4 |
| CRESOL | 1 319-77-3 |
| p-CYMENE | 99-87-6 |
| DICYCLOPENTADIENE | 77-73-6 |
| DISULFURE DE DIMETHYLE | 624-92-0 |
| ETHANETHIOL | 75-08-1 |
| IODOFORME | 75-47-8 |
| METHANETHIOL | 74-93-1 |
| METHYLAMINE | 74-89-5 |
| MORPHOLINE | 110-91-8 |
| NITROBENZENE | 98-95-3 |
| OXYDE DE DIPHENYLE | 101-84-8 |
| PERCHLOROMETHYL MERCAPTAN | 594-42-3 |
| PHENANTRENE | 85-01-8 |
| PHOSPHITE DE TRIMETHYLE | 121-45-9 |
| SULFURE D'HYDROGENE | 7 783-06-4 |
| SULFURE DE METHYLE | 75-18-3 |

| NOM DE SUBSTANCE | NUMÉRO CAS |
|--|-------------|
| 3a,4,7,7a-TETRAHYDRO-4,7-METHANOINDENE | 77-73-6 |
| TETRAOXYDE D'OSMIUM | 20 816-12-0 |
| TRIMETHYLAMINE | 75-50-3 |
| 2,4,6-TRIMETHYL-1,3,5-TRIOXANE | 123-63-7 |

Liste des substances « odorantes » mentionnées au point 4 ci-dessus

| NOM DE SUBSTANCE | NUMÉRO CAS |
|-------------------------------|-------------|
| ACETALDEHYDE | 75-07-0 |
| ACETATE DE n-BUTYLE | 123-86-4 |
| ACETATE DE 1,3-DIMETHYLBUTYLE | 108-84-9 |
| ACETATE DE 2-ETHOXYETHYLE | 111-15-9 |
| ACETATE D'ISOBUTYLE | 110-19-0 |
| ACETATE D'ISOPENTYLE | 123-92-2 |
| ACETATE DE 2-METHOXYETHYLE | 110-49-6 |
| ACETATE DE PENTYLE | 628-63-7 |
| ACETATE DE PROPYLE | 109-60-4 |
| ACETATE DE VINYLE | 108-05-4 |
| ACIDE ACETIQUE | 64-19-7 |
| ACIDE ACRYLIQUE | 79-10-7 |
| ACIDE PROPIONIQUE | 79-09-4 |
| ACIDE TRICHLOROACETIQUE | 76-03-9 |
| ACRYLALDEHYDE | 107-02-8 |
| ACRYLATE DE n-BUTYLE | 141-32-2 |
| ALCOOL ALLYLIQUE | 107-18-6 |
| AMMONIAC | 7 664-41-7 |
| ANHYDRIDE ACETIQUE | 108-24-7 |
| ARSINE | 7 784-42-1 |
| BROME | 7 726-95-6 |
| BROMURE D'HYDROGENE | 10 035-10-6 |
| 1,3-BUTADIENE | 106-99-0 |
| 1-BUTANOL | 71-36-3 |
| cis-2-BUTENE | 590-18-1 |
| 2-BUTOXYETHANOL | 111-76-2 |
| BUTYLAMINE | 109-73-9 |
| CHLORE | 7 782-50-5 |
| CHLOROBENZENE | 108-90-7 |
| 2-CHLORO-1,3-BUTADIENE | 126-99-8 |
| 1-CHLORO-2,3-EPOXYPROPANE | 106-89-8 |
| CHLOROETHANE | 75-00-3 |
| 2-CHLOROETHANOL | 107-07-3 |
| 3-CHLOROPROPENE | 107-05-1 |
| 2-CHLOROTOLUENE | 95-49-8 |

| NOM DE SUBSTANCE | NUMÉRO CAS |
|--------------------------------------|-------------|
| alpha-CHLOROTOLUENE | 100-44-7 |
| CHLORURE D'ACETYLE | 75-36-5 |
| CHLORURE DE CYANOGENE | 506-77-4 |
| CHLORURE D'HYDROGENE | 7 647-01-0 |
| CROTONALDEHYDE | 123-73-9 |
| CUMENE | 98-82-8 |
| CYANURE D'HYDROGENE | 74-90-8 |
| CYCLOHEXANOL | 108-93-0 |
| CYCLOHEXANONE | 108-94-1 |
| CYCLOHEXENE | 110-83-8 |
| DECANE | 124-18-5 |
| DIBORANE | 19 287-45-7 |
| 1,2-DICHLOROBENZENE | 95-50-1 |
| 1,4-DICHLOROBENZENE | 106-46-7 |
| DICHLOROETHYLETHER | 111-44-4 |
| 1,2-DICHLOROPROPANE | 78-87-5 |
| DIETHYLAMINE | 109-89-7 |
| 2-DIETHYLAMINOETHANOL | 100-37-8 |
| DIFLUORURE D'OXYGENE | 7 783-41-7 |
| DIMETHYLAMINE | 124-40-3 |
| N,N-DIMETHYLANILINE | 121-69-7 |
| N,N-DIMETHYLFORMAMIDE | 68-12-2 |
| 2,6-DIMETHYLHEPTANE-4-ONE | 108-83-8 |
| DIOXYDE D'AZOTE (NO2) | 10 102-44-0 |
| DIOXYDE DE CHLORE | 10 049-04-4 |
| DIOXYDE DE SOUFRE | 7 446-09-5 |
| DIPHENYLAMINE | 122-39-4 |
| DISULFURE DE CARBONE | 75-15-0 |
| ETHYLAMINE | 75-04-7 |
| 5-ETHYLIDENE-8,9,10-TRINORBURN-2-ENE | 16 219-75-3 |
| FLUOR | 7 782-41-4 |
| FLUORURE D'HYDROGENE | 7 664-39-3 |
| FORMALDEHYDE | 50-00-0 |
| 2-FURALDEHYDE | 98-01-1 |
| GLUTARALDEHYDE | 111-30-8 |
| 2-HEPTANONE | 110-43-0 |
| 2-HEXANONE | 591-78-6 |
| 4-HYDROXY-4-METHYL-2-PENTANE-2-ONE | 123-42-2 |
| INDENE | 95-13-6 |
| ISOBUTYRALDEHYDE | 78-84-2 |
| MESITYLENE | 108-67-8 |
| METHACRYLATE DE METHYLE | 80-62-6 |
| 2-METHOXY-2-METHYLPROPANE | 994-05-8 |

| NOM DE SUBSTANCE | NUMÉRO CAS |
|---------------------------------|-------------|
| 2-METHYLBUTANE-1-OL | 137-32-6 |
| 3-METHYLBUTANE-1-OL | 123-51-3 |
| METHYL <i>tert</i> -BUTYL ETHER | 1 634-04-4 |
| 5-METHYLHEXANE-2-ONE | 110-12-3 |
| 2-METHYLPENTANE-1-OL | 105-30-6 |
| 4-METHYLPENTANE-2-OL | 108-11-2 |
| 4-METHYLPENTANE-2-ONE | 108-10-1 |
| 4-METHYLPENT-3-ENE-2-ONE | 141-79-7 |
| 2-METHYLPROPANE-1-OL | 78-83-1 |
| METHYLVINYLE CETONE | 78-94-4 |
| 3-NITROTOLUENE | 99-08-1 |
| 3-OCTANONE | 106-68-3 |
| OXYDE DE DIBUTYLE | 142-96-1 |
| OXYDE DE DIISOPROPYLE | 108-20-3 |
| OXYDE NITRIQUE | 10 102-43-9 |
| OZONE | 10 028-15-6 |
| PENTABORANE | 19 624-22-7 |
| 1-PENTANOL | 71-41-0 |
| 3-PENTANONE | 96-22-0 |
| PHENYLPHOSPHINE | 638-21-1 |
| 2-PHENYLPROPENE | 98-83-9 |
| PHOSGENE | 75-44-5 |
| PHOSPHINE | 7 803-51-2 |
| PROPIONALDEHYDE | 123-38-6 |
| PROPIONATE D'ETHYLE | 105-37-3 |
| PYRIDINE | 110-86-1 |
| SELENIURE DE DIHYDROGENE | 7 783-07-5 |
| STYRENE | 100-42-5 |
| TETRA CARBONYLNICKEL | 13 463-39-3 |
| p-TOLUIDINE | 106-49-0 |
| TRICHLOROFLUOROMETHANE | 75-69-4 |
| TRICHLORONITROMETHANE | 76-06-2 |
| TRIETHYLAMINE | 121-44-8 |
| TRIFLUORURE DE BORE | 7 637-07-2 |
| 1,2,4-TRIMETHYLBENZENE | 95-63-6 |
| VALERALDEHYDE | 110-62-3 |
| m-XYLENE | 108-38-3 |
| o-XYLENE | 95-47-6 |
| p-XYLENE | 106-42-3 |
| XYLENES | 1 330-20-7 |

